

Les jeunes ruraux en Côte d'Ivoire et les défis de l'entrepreneuriat : étude de cas à partir des jeunes dans le département de Bongouanou

N'DA Kouassi Pékaoh Robert

Université Jean Lorougnon Guédé

Maitre-Assistant

pekaoh@yahoo.fr

(+225) 0707186032/0749007870

Résumé :

L'insertion professionnelle des jeunes ruraux en Côte d'Ivoire constitue un défi majeur, étant donné les enjeux socio-économiques et politiques associés. Cet article se penche sur l'entrepreneuriat comme moyen d'intégration socio-professionnelle des jeunes, tout en examinant les stratégies déployées pour encourager l'émergence d'un vivier d'entrepreneurs ruraux. Basée principalement sur une démarche qualitative, l'étude a consisté en des entretiens semi-directifs avec 30 jeunes engagés dans un parcours entrepreneurial dans le département de Bongouanou, situé dans le Centre-Est de la Côte d'Ivoire, à partir d'un échantillonnage par homogénéisation. L'analyse met en lumière l'auto-emploi comme stratégie d'emploi contraint surtout dans un contexte où l'emploi salarié est la norme, renforcé par un soutien institutionnel à l'entrepreneuriat encore embryonnaire.

Mots clés : Développement rural, employabilité, entrepreneuriat, jeunes ruraux, Bongouanou.

Abstract:

The professional integration of rural youth in Côte d'Ivoire is a major challenge, given the socio-economic and political stakes involved. This article looks at entrepreneurship as a means of socio-professional integration for young people, while examining the strategies deployed to encourage the emergence of a pool of rural entrepreneurs. Primarily based on a qualitative approach, the study involved semi-directive interviews with 30 young people engaged in an entrepreneurial journey in the department of Bongouanou, located in central-eastern Côte d'Ivoire, based on homogenized sampling. The analysis highlights self-employment as a constrained employment strategy, especially in a context where salaried employment is the norm, reinforced by institutional support for entrepreneurship that is still in its infancy.

Keywords: Rural development; employability; entrepreneurship; rural youth, Bongouanou.

Introduction

Au cours des années 1960 et 1970, l'économie ivoirienne a connu une forte croissance que d'aucuns ont qualifié de « miracle » J. Raphaël-Leygues, (1977, p.920) ou d'asiatique S. Michailof (2005, p.393). Après cette période faste, le pays a été confronté à une crise économique dès les années 1980 principalement en raison de l'effondrement des cours mondiaux des principales matières premières que sont le café et le cacao. Les déficits courants associés atteignaient plus de 60% de la valeur des exportations. Dès lors, pour faire face aux déséquilibres budgétaires, le gouvernement a entrepris une série de réformes de stabilisation financées par les Institutions de Bretton-Woods (D. Cogneau et *al.*, 2002, p.8). Ces mesures d'austérité budgétaire ont contribué à accentuer le ratio de la pauvreté qui s'enlevaient déjà à 10% des ménages en 1985, atteignait 36,8% au milieu de la décennie 90 et, près d'un ménage sur deux (48,9%) dans la deuxième moitié de la décennie suivante (R. Loba, 2016, p141).

Cette crise économique qui s'est traduite par une précarisation des niveaux de vie a fait entrer le pays dans un cycle d'instabilité a conduit à un conflit armé. Cette crise militaro-politique qui a entraîné des déséquilibres significatifs en termes de réduction des investissements, la délocalisation et la fermeture d'entreprises. Sur 26 000 entreprises déclarées avec 550 000 emplois avant 2002, en raison des crises successives, le pays ne comptait plus que 13 124 entreprises en 2006 pour moins de 300 000 emplois, soit une baisse de l'offre de 44% des emplois du secteur privé moderne au cours de la période 2002-2006 (K.R. Yabile, 2013, p.78). Depuis la fin de la crise militaro-politique en 2021, le gouvernement ivoirien a placé la réduction du chômage au cœur de ses préoccupations. La création d'emplois, surtout en faveur des jeunes, figure au premier plan dans l'action gouvernementale (C. Kouakou Clément et A. Koba, 2015, p1). En effet, dans un pays où une personne sur deux a moins de 20 ans, un échec sur le front de l'emploi des jeunes agirait comme le détonateur d'un mouvement à même de fracasser l'équilibre économique et social qui s'est fragilement mis en place depuis 2011 (I. Lefeuvre, 2017, p.234). On estime que plus de 79 % de la population ivoirienne a moins de 35 ans. Les jeunes de 14 à 35 ans représentent plus de 60 % de la population en âge de travailler. Cette couche de la population a servi d'armée de

réserve durant les crises politiques et militaires des années 2000, plusieurs milliers de jeunes ayant participé aux combats (C. Kouakou Clément et A. Koba, 2015, p1). Malgré les bons scores obtenus au plan macro-économique depuis la fin de la crise en 2011, la précarité de l'emploi et la pauvreté sont toujours persistantes. Le pays souffre du chômage de sa jeunesse et cette situation n'épargne pas les jeunes en milieu rural. L'insertion professionnelle des jeunes ruraux reste un des défis majeurs à relever pour leur inclusion et la valorisation de la force potentielle de travail qu'ils constituent (A. Bourk and S. Raoui, 2002, p.11). Les programmes classiques d'employabilité ayant montré leurs limites quant à l'absorption des flux de personnes en chômage, l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes est mis en avant par les politiques publiques (Z. Kadiri, 2021, p.16). En effet, l'entrepreneuriat est perçu comme un formidable outil de création d'emplois, d'innovation et de compétitivité.

En vue donc de contribuer à cette initiative nationale en matière d'employabilité des jeunes, l'ONG Save The Children a entrepris l'installation de 600 micro-entrepreneurs sur une période de 3 ans, allant de 2020 à 2023 avec l'appui financier de la Coopération Coréenne KOICA dans le département de Bongouanou. Cette action devait, dans son cycle de développement, générer de nouveaux emplois à partir des premiers promoteurs installés.

Mais, avant la phase d'installation de la dernière cohorte, le constat est que plus les 2/3 des jeunes promoteurs de la première cohorte rencontraient des difficultés dans la conduite de leurs activités ou n'étaient plus actifs. Au regard de ce constat, il convient de s'interroger sur les limites de l'auto-emploi comme mécanisme de lutte contre le chômage en milieu rural. Quelles sont les interactions entre les jeunes promoteurs et leur environnement social et économique qui influencent leurs activités ? Quelle est l'influence des politiques publiques et des programmes de soutien sur le développement de l'entrepreneuriat rural ?

Cette étude s'inscrit dans le champ de la sociologie rural de l'entrepreneuriat qui cherche à comprendre les complexités des contextes et les interactions entre les acteurs locaux, les entrepreneurs et les institutions. Les paradigmes de référence qui seront mobilisées sont l'approche de la communauté et du réseau de M. Granovetter (2006, p.20) qui démontre l'incidence de la structure sociale et des

réseaux sociaux sur l'activité économique et l'approche institutionnelle de

R. Lounnas Rezki, and W. SOMERS Walter (2004, p.5) qui prescrit que les politiques publiques, les lois et les réglementations impactent les opportunités et les contraintes pour les entrepreneurs dans les régions rurales.

Dans le cadre de cet article, nous analyseront les freins à l'auto-emploi comme stratégie d'inclusion professionnelle des jeunes ruraux au prisme des contingences endogènes et institutionnelles.

1. Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans le champ de la sociologie de l'entrepreneuriat rural, qui vise à analyser de manière approfondie la dynamique complexe de l'entrepreneuriat dans les zones rurales. Son objectif principal est de comprendre le processus d'intégration socioprofessionnelle des jeunes ruraux en examinant divers aspects tels que leur accès aux ressources, leur perception des opportunités entrepreneuriales et l'influence des politiques publiques. En se concentrant sur ces éléments, l'étude cherche à identifier les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les jeunes ruraux dans leur parcours entrepreneurial, ainsi que sur les implications pour les initiatives de développement rural et les politiques d'emploi.

La cible de notre étude est constituée des 600 jeunes inscrits au parcours en entrepreneuriat dans les 20 villages retenus pour la conduite du "Projet Koica Youth in Action" dans le Département de Bongouanou, ville située au Centre-Est de la Côte d'Ivoire au titre des années 2020 à 2022. La liste des localités ainsi que le nombre de bénéficiaires par cohorte figurent dans le tableau n°1 ci-dessous.

Tableau 1 : Nombre des bénéficiaires du projet par village et par cohorte.

N	Département	SOUS-PREFECTURE	LOCALITE	Nombre de bénéficiaires	2020 Cohorte 1	2021 Cohorte 2	2022 Cohorte 3
1		N'GUESSANKRO	N'Guessankro	30	10	10	10
2			Ahounienien-Foutou	30	10	10	10
3			N'Zuékokoré	30	10	10	10
4			Bouadikro	30	10	10	10
5			N'Baouécéssou	30	10	10	10
6			Agmalessou	30	10	10	10
7			Andé	30	10	10	10
8			Agbossou	30	10	10	10
9	BONGOUANOU		Affery 1	30	10	10	10
10		ANDE	Elinzué	30	10	10	10
11			N'Zuékokoré	30	10	10	10
12			Brouakpaoussou	30	10	10	10
13			Assié – Koumassi	30	10	10	10
14		ASSIE – KOUMASSI	Assié – Assasso	30	10	10	10
15			Assié – Kokoré	30	10	10	10
16			Bongouanou S/P	30	10	10	10
17			Bocassi	30	10	10	10
18		BONGOUANOU	N'Guinou	30	10	10	10
19			Assaouffoué	30	10	10	10
20			Tanosso	30	10	10	10
TOTAL				600	200	200	200

L'étude étant essentiellement qualitative, l'échantillonnage par homogénéisation (Pires & others, 1997) a été mobilisé afin de comprendre les déterminants et les limites de l'auto-emploi comme mécanisme de lutte contre le chômage en milieu rural. Pour ce faire, la collecte d'informations s'est déroulée au mois de janvier 2023 exclusivement auprès des bénéficiaires de la première cohorte.

L'enquête a concerné 30 jeunes repartis dans 5 villages tirés au sort sur les 20 villages bénéficiaires de l'action. La phase d'enquête de terrain a donc concerné les localités suivantes : *N'Zuékokoré, Assié-Kokoré, N'Guinou, Bocassi, Tanosso*.

Le guide d'entretien adressé aux enquêtés a porté sur le profil socio-démographique et économique des jeunes, les motivations et la perception de l'auto-emploi, les ressources mobilisées dans le cadre

du projet pour atteindre les objectifs assignés, l'accompagnement et le suivi institutionnel et enfin les propositions d'amélioration.

Au terme des entretiens, une transcription textuelle des propos des personnes interviewées a permis une thématisation ordonnée du corpus (P. Paillé & A. Mucchielli, 2021, p31) suivi d'un « traitement sémantique » (J.C Andréani et F. Conchon, 2005, p2).

2. Résultats

L'analyse des données de l'enquête de terrain a permis de mettre en évidence l'isolement des promoteurs ruraux et la fragilité du cadre institutionnel en cadre de l'accompagnement de l'auto-emploi comme les principaux obstacles à l'entrepreneuriat rural.

2.1. L'entrepreneuriat en milieu rural et la question de l'isolement

Les contraintes à l'entrepreneuriat en milieu rural résulte du double isolement physique et social des micro-entrepreneurs.

L'isolement physique s'exprime à travers les difficultés d'accès aux marchés, aux infrastructures commerciales et aux centres de décision de manière générale. Cette situation s'explique d'abord par le mauvais état des principales pistes rurales qui conduit au renchérissement du coût du transport, et limite la compétitivité des produits. L'impraticabilité des routes surtout pendant la saison pluvieuse participe à l'éloignement des villages des principaux lieux de commercialisation des produits. En effet, pour les micro-entrepreneurs, le défi immédiats après la validation de leur plan d'affaires et la mise en route de leurs activités demeure la recherche de marchés ou de débouchés pour la mise en marché de leurs produits. A ce niveau donc le mauvais état des routes contribue au renchérissement du coût du transport professionnel pour acheminer les produits des champs vers les villages, et des villages vers les principales foires commerciales. De plus en plus, l'évacuation des produits se fait à l'aide de charrette, ce qui apparait inapproprié pour des produits très fragiles comme la tomate et les autres légumes. Cette situation est évoquée par un des jeunes entrepreneurs interviewés : « Dans le cadre de notre micro-projet, nous avons décidé de produire de la tomate. Mais une fois à maturité, nous avons du mal à trouver

de véhicules pour évacuer notre produit. Après la première campagne certains se sont découragés et ont abandonné l'activité »

Pour les commerçants qui sont tentés de se rendre dans les différentes localités pour s'approvisionner auprès des jeunes promoteurs, certains désistent en raison de l'état des voies de desserte. Quand ils y ont accès, les prix qu'ils proposent sont très en deçà de ce qui est proposé sur les différentes foires. Un des jeunes promoteurs de s'exprimer en ces termes : *« ici, il n'y a qu'un seul acheteur qui accepte de venir prendre nos produits. Quand il accède au village, c'est lui qui nous impose ces prix. Nous sommes obligés de lui vendre au risque de voir nos produits rester sous nos bras »*.

L'isolement physique s'appréhende aussi à travers les difficultés que les jeunes promoteurs éprouvent à rencontrer des partenaires commerciaux et à connaître les circuits de distribution. L'éloignement géographique des localités par rapport aux centres urbains contraint les jeunes à brader leurs produits à des intermédiaires commerciaux sans être assurés de l'équité des prix proposés. A l'évidence, la distanciation géographique a aussi pour conséquence, la méconnaissance du marché s'exprime aussi en termes de circuit de distribution et de d'identification des besoins des consommateurs. Les jeunes entrepreneurs ruraux ne disposent pas d'informations précises sur la demande, les tendances et les préférences des consommateurs sur les marchés. Cela rend difficile la prise de décisions éclairées en matière de production et de vente.

L'éloignement des centres de décision constitue une autre contrainte au développement de leurs activités entrepreneuriales. L'éloignement des villages rend difficile la rencontre avec des partenaires d'affaires, le partage des idées et la collaboration avec d'autres partenaires. Cela réduit assurément la stimulation de l'innovation et de nouvelles approches commerciales. Les conséquences d'une telle situation se traduisent à travers ces propos *« ici tout le monde est agriculteur. Tous les projets que nous avons proposés sont en lien avec l'agriculture. Puisque nous ne sommes pas en village, nous n'avons pas de nouvelles idées en matière d'entrepreneuriat. Cela nous fragilise beaucoup »*.

En somme, le mauvais état des routes qui a pour conséquence le renchérissement des coûts du transport professionnel ainsi que l'éloignement des jeunes des centres de décision commerciales consolident l'isolement physique des jeunes promoteurs en termes

d'accès aux marchés et de compétitivité. L'isolement physique des jeunes ruraux conduit aussi irrémédiablement à leur isolement social. Quant à l'isolement social des jeunes micro-entrepreneurs ruraux cela tient à des facteurs intrinsèques et des facteurs extrinsèques.

Les facteurs intrinsèques concernent le profil d'entrée des jeunes au démarrage de l'action. Les éléments analysés portent sur leur niveau d'éducation et la qualification de base avant leur enrôlement dans le cadre du projet.

Au niveau de la formation de base, la situation est très composite. Le premier groupe est constitué de jeunes qui n'ont aucun niveau scolaire. Ils ne savent pas conséquent ni lire ni écrire. Le deuxième groupe, et de loin les plus nombreux ont arrêtés les cours au niveau du primaire. Leur niveau d'écriture et de lecture est très médiocre. Un troisième groupe en très petit nombre a un niveau secondaire des lycées et collèges.

Assurément, le niveau d'éducation des jeunes entrepreneurs constitue un facteur de blocage pour leur renforcement de capacités entendu que l'ensemble des cours du programme sont diffusés en français et qu'ils doivent par conséquent prendre des notes. Pour les jeunes qui ne savent ni lire ni écrire ou qui ont un niveau relativement faible, ils rencontrent des difficultés réelles à suivre correctement les cours. Les séances d'alphabétisation fonctionnelle dispensées dans le cadre du projet ne permettent pas de venir à bout de ce handicap.

Au niveau de la qualification de base, la plupart de jeunes inscrit au parcours d'employabilité menaient auparavant des activités agricoles soit en tant que main d'œuvre agricole pour l'exploitation familiale, soit en tant qu'exploitant à titre personnel. Une frange vraiment marginale est inscrite dans des parcours d'apprentissage de petits métiers.

Le faible niveau de formation et de qualification de base des jeunes constitue des limites évidentes à leur parcours entrepreneurial. A la faible diversité des micro-projets proposé et le copiage des activités est en lien avec leur capital symbolique.

Les facteurs extrinsèques qui résultent du faible niveau de formation et de qualification des jeunes promoteurs concernent les difficultés d'accès aux réseaux professionnels et aux services d'une manière générale. Le faible niveau d'éducation, qui les confine dans des réseaux de base qui ressortissent de la cellule familiale ou de la

communauté de provenance constituent un facteur limitant pour s'ouvrir au monde extérieur. S'ouvrir au réseau professionnel suppose une certaine familiarité aux différents réseaux et un certain niveau pour conduire des échanges.

Une autre limite sociale concerne l'accès aux services notamment au réseau téléphonique et aux services financiers. En effet, certaines localités visitées sont faiblement couvertes par le réseau téléphonique ce qui assurément rend difficile certains échanges commerciaux. En ce qui concerne les services financiers, notamment les institutions de microfinances, elles ne sont pas représentées dans les localités visitées. Cette situation constitue une véritable contrainte en termes d'inclusion financière d'accès au crédit pour le financement de leurs activités.

En somme, l'isolement physique et social des jeunes inscrit au parcours en entrepreneuriat constitue un véritable handicap surtout quand les mécanismes institutionnels d'accompagnement sont défailants ou fragiles.

2.2. Le cadre institutionnel et la fragilité des initiatives entrepreneuriales

Les contraintes institutionnelles à la consolidation des micro-entreprises en création s'expliquent par la fragilité des dispositifs d'insertion à l'auto-emploi et de synergies entre les politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ruraux.

Les initiatives publiques ou privées en faveur de l'entrepreneuriat en milieu rural pèchent d'abord par les montants octroyés aux jeunes micro-entrepreneurs pour leur installation. A l'analyse, les frais de structure et les montants dédiés aux autres activités du projet dépassent largement la part consacrée à l'installation des micro-entrepreneurs. L'essentiel des fonds est investi dans les activités de sensibilisation, de visibilité du bailleur ou du partenaire et dans les actions de formations. En effet, dans le cadre du projet qui fait l'objet du présent article, le montant total dédié à chaque jeune entrepreneur pour la phase d'installation est d'environ 40 000 FCFA. Ce montant comprend les frais logistiques liés au transport des kits d'insertion. A la réalité, ce montant a contraint plusieurs jeunes à réviser leurs plans d'affaires pour ne choisir que des projets par défaut. Il est évident à

tous égards que ce montant qui est affecté à la phase d'insertion n'est pas de nature à amorcer une véritable activité entrepreneuriale. Comme le soulignait un des jeunes interviewés : « *C'est juste pour faire croire qu'on nous a aidé sinon, le 40000 FCFA, avec le coût actuel de la vie, il est très difficile de démarrer une activité économique* ».

En plus des faibles montants alloués à la phase d'insertion, on observe aussi que le dispositif de suivi et d'encadrement reste fragile. A ce niveau, la première contrainte observées porte sur la disponibilité de personnes ressources pour accompagner les jeunes dans leur projet d'entreprise.

En effet, l'enquête auprès des jeunes entrepreneurs a permis de constater que pour certains micro-projets, il n'y avait pas au sein de l'équipe l'expertise nécessaire pour accompagner les jeunes.

Cette situation est traduite dans ces propos : « *Moi je voulais faire de l'apiculture parce que ce projet me tenait à cœur et je savais qu'il y avait de l'argent à gagner. Mais, je n'ai pas pu trouver un spécialiste pour m'accompagner* ».

La durée de la phase d'accompagnement des jeunes promoteurs est limitée à la période de mise en œuvre du projet. Dans la formulation du projet, les structures nationales d'insertion professionnelle des jeunes devaient assurer le relai du prestataire à la fin du projet. Mais, à l'évidence, les cadres de collaboration ont pris du temps pour être élaborés et signés par les parties. Cette situation est la preuve du faible niveau de synergie entre les structures et l'absence d'un mode opératoire au niveau national sur l'accompagnement à l'entreprenariat.

3. Discussion

A l'analyse il ressort que les contraintes à l'auto-emploi des jeunes en milieu rural résulte d'une part de leur isolement des centres de décision, et, de la fragilité de l'accompagnement institutionnel d'autre part.

3.1. Auto-emplois en milieu rural entre autonomisation et précarité

L'enquête auprès des bénéficiaires de l'action a mis en relief l'isolement physique et social des entrepreneurs ruraux dans la conduite de leurs activités. Il ressort que le mauvais état des voies de desserte des différentes localités conjuguée aux difficultés liées aux moyens de locomotion constituent des limites évidentes à l'accès aux marchés. Or, on ne peut entrevoir un entrepreneuriat local sans la mise en relation avec les réseaux professionnels et commerciaux. En outre, les difficultés d'accès au marché et aux services de soutien sont confortées par le faible niveau d'éducation des jeunes en milieu rural. L'éloignement géographique des jeunes promoteurs ruraux comme frein à l'entrepreneuriat est soutenu par K. MIALED et M. RBIHA (2022, p32) quand ils soutiennent que les opportunités commerciales existent dans les zones rurales mais sont sous-exploitées à cause du manque d'infrastructures et des difficultés logistiques et commerciales. Pour atténuer les effets de l'isolement physique, les technologies de communication pourraient permettre d'établir des partenariats locaux et régionaux V. NICOLINI (2019, p10). Cette position est aussi partagée par A. Ahouré et al. (2019, p34), mais il met plus l'accent sur la culture entrepreneuriale qui assurément dénote du faible niveau d'éducation des jeunes promoteurs ruraux. En effet, l'insertion des jeunes sans diplôme est plus accentuée comparativement aux jeunes diplômés, ainsi que le poids des caractéristiques sociales (J. Zaffran, 2018, p99).

Comme le suggère Y. Sarason et al. (2006, p.300), le parcours en entrepreneuriat suppose un processus de maturation qui se décline en trois étapes itératives que sont la découverte, l'évaluation et l'exploitation. Le processus de découverte concerne l'interprétation de l'opportunité en lui donnant un sens, l'évaluation s'entend comme la mesure de l'opportunité qui émerge de la découverte et l'exploitation est liée au pouvoir de contrôle et de transformation des ressources (R. Zemirli et S.Hammache, 2018, p.773). En clair, l'insertion par l'auto-emploi ne saurait être une mesure par défaut. Elle doit être le fruit

d'une longue maturation suggère une formation adéquate et un suivi des jeunes.

3.2. L'auto-emploi comme stratégie d'occupation symbolique des chômeurs ruraux

Le deuxième résultat a mis en évidence les contraintes institutionnelles liées aux mécanismes d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ruraux et l'absence de synergie dans les actions en faveur de l'auto-emploi. Les contraintes institutionnelles de l'insertion des jeunes par l'auto-emploi sont abordées par (Alvord et al., 2004), (Barrett & Swallow, 2004) et (Refsgaard & Johnson, 2010). Ils mettent l'accent sur l'importance des formations techniques et des programmes de renforcement des compétences pour aider les entrepreneurs ruraux à développer leurs activités.

Les dysfonctionnement et l'absence de synergie autour de la question de l'auto-emploi traduit en filigrane la volonté des pouvoir publics de contourner la situation administrative de chômage pour faire entrer les jeunes dans un réseau de micro-entrepreneuriat. L'auto-emploi apparait comme une alternative à l'incapacité de l'État à trouver du travail pour la jeunesse.

Globalement, comme le souligne J. Arrighi (2004, p99) les politiques publiques dédiées aux jeunes mettent en place des programmes qui promeuvent l'auto-emploi plutôt que le salariat, notamment pour contourner le problème d'absorption du chômage et de l'activité informelle. En effet, comme observé sur le terrain, l'engagement à l'auto-emploi n'est pas un engagement propre aux jeunes ruraux, mais plutôt une initiative suscitée par les pouvoir public. En l'absence d'un dispositif structurant pour accompagner les jeunes dans cette dynamique, l'auto-emploi apparait comme une mesure par défaut. En clair, on se retrouve plutôt dans des formes d'entrepreneuriat de nécessité (sortie du chômage, insécurité de l'emploi, etc.) que dans des formes d'opportunité (innovation forte, autonomie, etc.) qui conduirait à la création de véritables bassins d'emplois.

L'auto-emploi constitue une forme de chômage ou de mal-emploi déguisé quand les moyens mis à disposition sont très limités et que les mécanismes d'accompagnement des jeunes micro-entrepreneurs ne sont pas réunis.

Pour les pouvoirs publics, le taux de chômage constitue sur le front social soit un échec quand les scores s'envolent et un gage de succès quand le taux de chômage est au plus bas. L'auto-emploi apparaît comme une stratégie de manipulation de l'opinion et un camouflage du mal-emploi.

L'auto-emploi suppose la mise en place d'un dispositif institutionnel structurant qui met l'accent sur le renforcement de capacités des acteurs, le suivi sur le long terme des projets, la mise en réseau des acteurs et des hub (J. J. Katonáné et S. Z. Erzsébet, 2017, p476)

Conclusion

Cet article est une contribution aux défis actuels relatifs à l'employabilité des jeunes et l'analyse de l'auto-emploi comme stratégie d'insertion des jeunes ruraux. De façon plus fine, il s'agit de comprendre les interactions entre les jeunes ruraux et les acteurs institutionnels autour de la question de l'insertion professionnelle par l'auto-emploi. A partir d'une étude qualitative conduite auprès de jeunes entrepreneurs dans le cadre d'un projet d'employabilité par l'auto-emplois, il ressort que les contraintes endogènes qui s'expriment à travers l'isolement physique et social des jeunes promoteurs ruraux constitue un frein à la mise à échelle de leur activité professionnelle. En sus, on note que la fragilité de l'accompagnement institutionnel qui se traduit par la faiblesse des montants accordés à la phase d'insertion ainsi que l'absence de synergie entre acteurs en charge de l'emploi des jeunes constitue des facteurs limitant à l'auto-emploi.

Mais à l'analyse, l'auto-emploi apparaît comme une stratégie d'insertion par défaut et une disposition visant à camoufler les taux officiels sur le chômage des jeunes. Assurément, l'auto-emploi à pas forcé n'est pas la bonne stratégie pour enclencher un véritable écosystème de micro-entrepreneurs en milieu rural.

Références bibliographiques

Ahouré Alban, Kimou Carlos, Becho Isabelle, Kouassi Kouadio Boniface, Traoré Nohoua, Dasse Sonia et Allou N'Dri Nazaire (2019),

« Inclusion économique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat inclusif: cas de la Côte d'Ivoire », Cellule d'Analyse de Politiques Économiques du CIRES, IDRC, CRDI, p94.

Alvord Sarah, Brown David et Letts Christine, 2004. «Social entrepreneurship and societal transformation: An exploratory study. », The journal of applied behavioral science 40, no. 3, p.260-282.

Andréani Jean-Claude et Conchon Françoise, 2005. « Fiabilité et validité des enquêtes qualitatives. Un état de l'art en marketing », Revue française du marketing, p5.

Arrighi Jean-Jacques, 2004. « Les Jeunes dans l'espace rural : une entrée précoce sur le marché du travail ou une migration probable. », Formation emploi 87, no. 1, p.63-78.

Barrett Christopher et Brent M. Swallow (2004), «Dynamic poverty traps and rural livelihoods. », In Rural livelihoods and poverty reduction policies, p.14-24.

Cogneau Denis et Mesplé-Somps Sandrine, (2002), L'économie ivoirienne, la fin du mirage ? DIAL Document de travail, p.18

Granovetter Mark (2006), « L'influence de la structure sociale sur les activités économiques », Sociologies pratiques 2, p.9-36.

Ibourk Aomar et SOUKAINA Raoui (2002) « Impact des Coopératives Féminines Sur L'autonomisation Des Femmes au Maroc-Analyse Spatiale. », In Proceedings of the 33 Congreso Internacional del CIRIEC, Valencia, Spain, p. 13-15.